



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Avril 2021



Synthèse.....	2
Faits marquants	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours.....	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -91,367 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin avril 2021 s'élève à -91,367 Md€ contre -89,618 Md€ à fin avril 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,749 Md€) s'explique par

une hausse des dépenses nettes de 10,192 Md€, une hausse des recettes nettes de 10,268 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 1,825 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 142,890 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 11,414 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (11,409 Md€) ;

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,817 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,846 Md€), et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,951 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,892 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,921 Md€), du programme « Equipement des forces » (1,722 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (1,030 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 4,485 Md€, essentiellement au titre du programme « Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire » (3,667 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 3,469 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (2,390 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin avril 2021 s'élèvent à 142,890 Md€ contre 132,698 Md€ à fin avril 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+10,192 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 10,494 Md€,

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,187 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,101 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,030 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,944 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,466 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,916 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,793 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,739 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,922 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,727 Md€) ;

► **Mission Plan de relance** : 1,682 Md€, principalement au titre du programme « Cohésion » (1,110 Md€) ;

► **Mission Investissements d'avenir** : 1,353 Md€, principalement au titre du programme « Accélération de la modernisation des entreprises » (0,668 Md€).

(essentiellement la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 7,600 Md€, mission mise en œuvre à compter d'avril en 2020, et la mission « Plan de relance » pour 4,227 Md€, mission créée en LFI 2021).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 65,657 Md€

Les principales recettes du mois

► **TVA nette** : 9,160 Md€ ;

► **IR net** : 7,370 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 4,544 Md€, dont 1,706 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement au titre de la TICFE et de la TICGN) et 1,355 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **TICPE nette** : 1,422 Md€ ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,382 Md€, dont 0,562 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,672 Md€ ;

► **IS net** : -1,761 Md€ (montant essentiellement lié à des R&D à hauteur de 2,184 Md€) ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -2,799 Md€, principalement au titre de la DGF (-2,032 Md€).



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 81,278 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin avril 2021 s'élèvent à 81,278 Md€ contre 66,782 Md€ à fin avril 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (+14,496 Md€) s'explique essentiellement par des augmentations des

recettes de TVA nette pour 8,582 Md€ (en raison d'une hausse de TVA brute de 4,754 Md€), d'IS net pour 4,348 Md€ (essentiellement en raison d'une baisse des R&D de 3,614 Md€) et de TICPE nette pour 1,552 Md€.

Recettes non fiscales : 3,160 Md€

Les recettes non fiscales à fin avril 2021 s'élèvent à 3,160 Md€ contre 3,999 Md€ à fin avril 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,839 Md€) s'explique, pour l'essentiel, par le versement en février 2020 d'une amende de 2,083 Md€ par la société AIRBUS SE.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -20,586 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin avril 2021 s'élèvent à -20,586 Md€ contre -18,099 Md€ à fin avril 2020 à périmètre constant. Cette évolution (-2,487 Md€) s'explique

principalement par une hausse des prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne à hauteur de 1,658 Md€ (hausse prévue en LFI 2021).

Fonds de concours : 1,804 Md€

Les fonds de concours à fin avril 2021 s'élèvent à 1,804 Md€ contre 2,707 Md€ à fin avril 2020 à périmètre constant, soit une évolution

de -0,903 Md€ (écart principalement lié à la baisse des recettes finançant le plan d'investissement dans les compétences).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -14,134 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

►Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 11,865 Md€ (essentiellement au titre du paiement des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 11,539 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le budget général) ;

►Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,958 Md€ et des recettes pour 5,233 Md€ (essentiellement au titre de versements de TVA

intervenant dans le cadre de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de la baisse des impôts de production, et au titre de l'échéance de mensualisation de TF) ;

►Le compte « **Participations financières de l'Etat** » présente des dépenses pour 0,593 Md€ (souscription à l'augmentation de capital réalisée par la société Air France-KLM) et des recettes pour 1,012 Md€ (essentiellement au titre d'abondements par le budget général).

Le solde des comptes spéciaux à fin avril 2021 s'élève à -14,134 Md€ contre -12,309 Md€ à fin avril 2020 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,825 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de 1,010 Md€ (dont une baisse de 0,682 Md€ du solde du compte « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics » en raison

de versements d'avances remboursables destinées à soutenir les autorités organisatrices de la mobilité à la suite des conséquences de l'épidémie de la Covid-19) et du solde des comptes d'affectation spéciale de 0,810 Md€, (dont une baisse de 0,774 Md€ du compte « Participations financières de l'Etat » du fait de recettes encaissées en mars 2020 pour 1,062 Md€ dans le cadre de la cession de titres La Poste).

Dette financière de l'Etat au 30 avril : 2 079,254 Md€

La dette financière est en augmentation de 49,060 Md€ depuis le début de l'année 2021. Les principaux flux nets concernent les

OAT qui augmentent pour 50,227 Md€ (émissions nettes de remboursement) et les BTF qui diminuent de 0,957 Md€.



	Mois	Cumul à fin avril		Renvoi Page	
	Avril	2021	2020 retraité		2020 exécuté
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-31 297	-91 367	-89 618	-92 123	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	46 773	142 890	132 698	130 899	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	18 396	65 657	55 389	61 232	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)					
- IR	7 370	22 508	22 126	22 126	
- IS *	-1 761	7 248	2 900	2 900	
- TVA	9 160	31 299	22 717	33 786	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-2 920	-14 134	-12 309	-22 457	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-2 974	139 160			16
Dette financière de l'Etat	-13 161	2 079 254			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Dépenses de personnel	11 231	45 299	44 566	44 577
Dépenses de fonctionnement	7 244	21 886	22 012	22 010
Charges de la dette de l'Etat	11 422	12 039	12 842	12 842
Dépenses d'investissement	1 773	6 147	6 076	6 082
Dépenses d'intervention	14 831	55 946	45 452	43 624
Dépenses d'opérations financières	272	579	755	769
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)	46 773	142 890	132 698	130 899
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	21 371	81 278	66 782	73 298
Recettes non fiscales	697	3 160	3 999	4 059
Prélèvements sur recettes	-4 471	-20 586	-18 099	-18 832
Fonds de concours	800	1 804	2 707	2 707
Total des recettes (nettes de R&D) (II)	18 396	65 657	55 389	61 232
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)	22 868	86 243	73 488	80 064
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-28 377	-77 233	-77 309	-69 667
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	731	1 822	2 632	2 746
Solde des comptes de concours financiers	-3 453	-16 231	-15 221	-25 483
Solde des comptes de commerce	-197	307	326	326
Solde des comptes d'opérations monétaires	-2	-34	300	300
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-2 920	-14 134	-12 309	-22 457
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-31 297	-91 367	-89 618	-92 123



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 231	45 299	44 566	44 577
Rémunérations d'activité	6 476	26 083	25 369	25 375
Cotisations et contributions sociales	4 683	18 960	18 960	18 966
Prestations sociales et allocations diverses	72	257	237	236
AUTRES TITRES	35 542	97 591	88 132	86 322
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	994	994	994
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	7 244	21 886	22 012	22 010
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 454	10 149	9 080	9 104
Subventions pour charges de service public	3 790	11 737	12 933	12 907
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	11 422	12 039	12 842	12 842
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	11 422	12 039	12 842	12 842
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 773	6 147	6 076	6 082
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 544	4 653	4 417	4 425
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	229	1 494	1 659	1 657
Titre 6 - Dépenses d'intervention	14 831	55 946	45 452	43 624
Transferts aux ménages	3 785	19 737	19 265	19 108
Transferts aux entreprises	7 787	25 011	14 161	12 511
Transferts aux collectivités territoriales	1 170	3 148	3 404	3 395
Transferts aux autres collectivités	2 084	8 028	8 621	8 610
Appels en garantie	5	21	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	272	579	755	769
Prêts et avances	180	181	193	207
Dotations en fonds propres	93	290	128	128
Dépenses de participations financières	0	109	435	435
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	46 773	142 890	132 698	130 899



unité : million d'€.	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2021		Cumul à fin avril 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	212	211	1 259	1 070	1 035
Action de la France en Europe et dans le monde	117	121	701	624	594
Diplomatie culturelle et d'influence	74	70	413	312	313
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	20	144	134	129
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	366	303	1 408	1 276	1 238
Administration territoriale de l'Etat	202	181	734	692	680
Vie politique, culturelle et associative	23	7	147	121	102
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	141	115	527	463	455
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	168	179	1 010	755	813
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	64	84	631	399	481
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	55	47	187	170	145
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	49	47	192	186	187
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	65	141	543	659	1 182
Aide économique et financière au développement	2	7	17	155	473
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	63	134	526	504	709
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	155	110	1 612	1 482	1 546
Liens entre la Nation et son armée	2	4	14	6	6
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	92	45	1 516	1 393	1 454
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	61	61	82	82	86
COHESION DES TERRITOIRES	417	319	13 283	3 790	3 822
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	294	244	746	519	546
Aide à l'accès au logement	1	0	12 367	3 119	3 032
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	28	22	37	39	133
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	14	9	24	45	48
Interventions territoriales de l'Etat	1	3	-7	14	16
Politique de la ville	79	40	117	54	46
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	60	52	261	249	243
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	41	34	147	137	132
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	18	72	70	70
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	354	233	1 330	771	881
Patrimoines	128	87	500	290	247
Création	110	54	467	185	295
Soutien aux politiques du ministère de la culture ⁽²⁾	66	60	241	231	146
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture ⁽¹⁾	50	32	122	64	193
DEFENSE	5 493	4 892	20 207	18 307	18 366
Environnement et prospective de la politique de défense	92	219	672	649	634
Préparation et emploi des forces	1 280	1 030	3 947	3 855	3 609
Soutien de la politique de la défense	1 919	1 921	7 797	7 597	7 623
Equiperment des forces	2 202	1 722	7 792	6 205	6 501
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	81	82	266	252	242
Coordination du travail gouvernemental	53	55	213	203	193
Protection des droits et libertés	27	27	52	50	48
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 049	1 916	14 953	7 704	7 109
Infrastructures et services de transports	261	201	2 590	2 190	1 642
Affaires maritimes	4	11	80	44	59
Paysages, eau et biodiversité	27	35	107	70	68
Expertise, information géographique et météorologie ⁽²⁾	2	139	419	279	288
Prévention des risques	16	30	649	205	252
Energie, climat et après-mines	502	444	1 289	688	1 116
Service public de l'énergie	0	793	8 470	2 917	2 581
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	225	248	1 104	1 065	1 067
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	14	14	245	245	35



	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2021		Cumul à fin avril 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
	unité : million d'€.				
ECONOMIE	85	97	853	801	842
Développement des entreprises et régulations	37	46	415	385	409
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	36	39	143	137	152
Stratégies économiques ⁽²⁾	12	12	296	279	281
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	11 417	11 414	11 849	11 922	12 912
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	11 409	11 409	11 794	11 794	12 806
Appels en garantie de l'Etat	8	5	29	21	0
Epargne	0	0	26	27	25
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 675	6 817	27 108	26 853	25 917
Enseignement scolaire public du premier degré	1 950	1 951	7 893	7 892	7 639
Enseignement scolaire public du second degré	2 840	2 846	11 483	11 480	11 194
Vie de l'élève	702	773	3 190	3 164	2 906
Enseignement privé du premier et du second degrés	625	657	2 856	2 835	2 833
Soutien de la politique de l'éducation nationale	388	391	1 115	928	740
Enseignement technique agricole	169	199	570	553	606
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ⁽²⁾	859	839	3 446	3 300	3 317
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	616	619	2 556	2 477	2 497
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	107	86	358	306	315
Facilitation et sécurisation des échanges	136	135	533	518	504
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	174	167	594	471	515
Immigration et asile	165	161	485	389	428
Intégration et accès à la nationalité française	9	6	109	82	87
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	3 000	1 353	3 000	1 463	1 402
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	210	0	210	297
Valorisation de la recherche	0	419	0	529	450
Accélération de la modernisation des entreprises	0	668	0	668	655
Financement des investissements stratégiques ⁽¹⁾	2 500	0	2 500	0	0
Financement structurel des écosystèmes d'innovation ⁽¹⁾	500	56	500	56	0
JUSTICE	710	708	3 428	3 225	3 050
Justice judiciaire	281	287	1 503	1 278	1 172
Administration pénitentiaire	300	302	1 051	1 252	1 201
Protection judiciaire de la jeunesse	63	76	398	285	273
Accès au droit et à la justice	8	10	267	263	270
Conduite et pilotage de la politique de la justice	58	33	208	145	132
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	1	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	71	91	358	195	232
Presse et médias	49	49	92	90	151
Livre et industries culturelles	21	42	267	105	82
OUTRE-MER	60	71	1 500	665	659
Emploi outre-mer	19	24	1 328	512	537
Conditions de vie outre-mer	41	47	172	153	122
PLAN DE RELANCE ⁽¹⁾	3 805	1 682	10 346	4 962	0
Écologie ⁽¹⁾	950	81	3 109	733	0
Compétitivité ⁽¹⁾	1 512	491	2 441	970	0
Cohésion ⁽¹⁾	1 343	1 110	4 796	3 259	0
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE	4 569	4 485	15 440	15 311	6 960
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel à la suite de la crise sanitaire	249	249	1 783	1 783	5 500
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	3 721	3 667	12 832	12 777	1 460
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	517	517	622	622	0
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19 ⁽¹⁾	82	52	203	129	0
POUVOIRS PUBLICS	0	0	994	994	994
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	12	12	13
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€.	Mois d'avril		Cumul à fin avril 2021		Cumul à fin avril 2020 retraité
	AE	CP	AE	CP	CP
	consommées	consommés	consommées	consommés	consommés
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	908	3 469	24 498	11 050	12 993
Formations supérieures et recherche universitaire	89	2 390	13 150	5 750	6 576
Vie étudiante	31	357	2 022	1 443	1 310
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	744	353	6 039	2 030	2 611
Recherche spatiale	0	0	1 572	591	1 279
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	81	216	1 348	923	815
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	-70	53	191	154	269
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	9
Recherche culturelle et culture scientifique ⁽³⁾	0	0	0	0	-37
Enseignement supérieur et recherche agricoles	33	100	176	159	160
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	0	506	5 515	2 448	2 471
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	342	3 712	1 628	1 633
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	67	742	338	344
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	98	1 062	482	494
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	757	508	1 110	984	1 510
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	751	504	984	849	1 375
Concours spécifiques et administration	5	4	127	136	135
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	9 027	9 040	39 121	39 141	45 485
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 786	8 798	37 176	37 196	44 110
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	241	241	1 945	1 945	1 375
SANTE	6	30	1 111	507	556
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	6	30	168	129	222
Protection maladie	0	0	943	377	333
SECURITES	1 810	1 739	7 280	6 866	6 675
Police nationale	950	922	3 659	3 566	3 529
Gendarmerie nationale	757	727	3 343	3 090	2 950
Sécurité et éducation routières	4	3	12	7	10
Sécurité civile	99	87	266	202	186
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	143	2 187	24 643	10 217	10 287
Inclusion sociale et protection des personnes	85	1 030	11 294	4 422	4 564
Handicap et dépendance	0	1 101	12 559	5 370	5 309
Egalité entre les femmes et les hommes	3	2	6	4	8
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ⁽²⁾	55	54	783	421	407
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	377	196	1 237	468	490
Sport	31	30	386	216	150
Jeunesse et vie associative	19	89	512	175	298
Jeux olympiques et paralympiques 2024	327	77	339	77	41
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES⁽²⁾	44	35	272	107	98
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	31	4	104	13	6
Fonds pour la transformation de l'action publique	11	8	26	20	15
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Innovation et transformation numériques ⁽²⁾	1	1	4	3	2
Fonction publique	2	22	138	71	75
TRAVAIL ET EMPLOI	4 457	1 944	7 311	3 767	4 340
Accès et retour à l'emploi	347	388	2 889	1 986	2 208
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	3 948	1 466	4 062	1 518	1 917
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	101	36	128	45	13
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	61	55	232	219	201
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	57 374	55 813	247 147	182 031	178 182
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	48 347	46 773	208 026	142 890	132 698

⁽¹⁾ Création en LFI 2021

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2021

⁽³⁾ Suppression en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	7 536	28 754	28 199	28 199
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	130	565	432	499
Impôt sur les sociétés (C)	432	12 987	12 333	12 273
Impôt sur les sociétés	423	12 757	12 023	12 023
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	8	230	250	250
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	0	0	60	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 382	5 140	6 025	4 171
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	104	289	300	300
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	85	643	1 129	1 129
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	30	252	238	238
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	9	10	33	33
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	7	4	4
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	7	76	76
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	34	27	27
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	562	2 236	2 107	2 107
Taxe sur les services numériques	207	219	73	73
Taxe d'habitation sur les résidences principales ⁽¹⁾	294	1 195	1 788	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	16	75	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Recettes diverses	65	169	247	181
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 564	6 289	4 894	2 234
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	14 823	53 596	48 842	59 912
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	4 544	13 088	11 542	11 496
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	29	170	156	156
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	18	54	71	71
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	4	21	12	12



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2021	2020 retraité	2020 exécuté
	unité : million d'€.			
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	205	981	698	698
Mutations à titre gratuit par décès	1 150	3 986	3 042	3 042
Contribution de sécurité immobilière	69	278	231	231
Autres conventions et actes civils	33	138	109	109
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	51	193	144	144
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	25	139	79	79
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	13	42	31	31
Timbre unique	16	81	62	62
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	53	214	207	207
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 706	4 137	4 246	4 246
Autres droits et recettes accessoires	1	2	2	2
Amendes et confiscations	3	14	9	9
Taxe générale sur les activités polluantes	1	5	4	4
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	1	16	19	19
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	9	88	88
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	9	9
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	5	18	17	17
Taxe sur certaines dépenses de publicité	15	15	20	20
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	560	560	574	574
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	4	20	22	22
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	192	841	561	561
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	3	16	122	122
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	28	108	70	70
Prélèvement sur les paris sportifs	62	276	175	175
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	9	37	27	27
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	123	449	561	561
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	165	266	174	128
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	30 411	120 419	112 267	118 783
TOTAL GENERAL (net de R&D)	21 371	81 278	66 782	73 298

(1) Création en LFI 2021



	Mois	Cumul à fin avril		
	Avril	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	58	72	29	89
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés ⁽¹⁾	58	58	26	86
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	0	14	4	4
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	31	452	692	692
Revenus du domaine public non militaire	20	72	65	65
Autres revenus du domaine public	1	2	1	1
Revenus du domaine privé	5	158	113	113
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	6	220	132	132
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	380	380
Autres revenus du Domaine	0	0	0	0
Produits de la vente de biens et services (C)	112	424	388	388
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	35	70	73	73
Autres frais d'assiette et de recouvrement	76	349	310	310
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	2	2	2
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	1	1
Autres recettes diverses	0	1	2	2
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	4	63	97	97
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	2	16	17	17
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	24	24
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	1	8	37	37
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	28	16	16
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	1	4	3	3



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	117	724	2 378	2 378
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	47	302	26	26
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	144	29	29
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	3	2	2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	67	224	2 268	2 268
Frais de poursuite	0	3	3	3
Frais de justice et d'instance	1	3	3	3
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	2	2
Divers (F)	376	1 425	415	415
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	0	40	84	84
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	2	9	26	26
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	4	2	2
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	2	3	3
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	2	2
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	2	2	2
Récupération d'indus	2	10	4	4
Recouvrements après admission en non-valeur	12	45	35	35
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	19	28	8	8
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	8	10	10
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	43	180	127	127
Produits divers	18	720	14	14
Autres produits divers	275	375	100	100
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	697	3 160	3 999	4 059

(1) Suppression en LFI 2021



	Mois		Cumul à fin avril	
	Avril	2021	2020 retraité	2020 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 799	-10 343	-9 515	-10 247
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 032	-8 128	-8 153	-8 182
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-1	-1	-1
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	1	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-396	-1 064	-886	-886
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-88	-89	702	-1
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-237	-951	-989	-989
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-25	-37	-3	-3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-36	-71	-71
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	-2	-2
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	0	0	-76	-76
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-30	-38	-38
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	-4	-4	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	-2	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 672	-10 243	-8 585	-8 585
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 471	-20 586	-18 099	-18 832
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	696	1 611	2 625	2 625
Fonds de concours - coopération internationale	104	193	82	82
TOTAL FONDS DE CONCOURS	800	1 804	2 707	2 707



	Mois d'avril		Cumul à fin avril											
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes			Soldes					
			2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté	2021	2020 retraité	2020 exécuté			
unité : million d'€.														
Comptes d'affectation spéciale	6 007	6 738	21 091	20 483	23 014	22 913	23 114	25 761	1 822	2 632	2 746			
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	23	151	74	71	71	529	390	390	455	318	318			
Développement agricole et rural	2	3	6	3	3	16	12	12	10	10	10			
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	26	31	30	80	80	125	124	124	96	44	44			
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	35	32	75	181	181	144	98	98	69	-82	-82			
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	121	0	0	0	0	0	-121	0	0			
Participations financières de l'Etat	593	1 012	996	682	682	1 153	1 613	1 613	157	931	931			
Pensions	5 328	5 509	19 789	19 466	19 466	20 946	20 877	20 877	1 157	1 411	1 411			
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs ⁽¹⁾	0	0	0	0	1	0	0	71	0	0	70			
Transition énergétique ⁽²⁾	0	0	0	0	2 531	0	0	2 575	0	0	44			
Comptes de concours financiers	9 282	5 828	39 851	39 206	38 529	23 620	23 985	13 046	-16 231	-15 221	-25 483			
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	15	430	2 053	1 591	1 591	430	650	650	-1 623	-941	-941			
Avances à l'audiovisuel public	0	145	1 240	1 579	1 579	551	582	582	-689	-996	-996			
Avances aux collectivités territoriales	8 958	5 233	35 782	35 778	35 101	22 437	22 626	11 687	-13 345	-13 152	-23 414			
Prêts à des Etats étrangers	275	21	318	57	57	201	114	114	-117	57	57			
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	34	0	458	201	201	0	12	12	-458	-189	-189			
Comptes de commerce	12 066	11 870	13 630	14 370	14 370	13 937	14 696	14 696	307	326	326			
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	43	173	206	196	196	357	368	368	151	173	173			
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	17	14	60	55	55	56	53	53	-4	-2	-2			
Couverture des risques financiers de l'Etat	48	48	478	428	428	478	428	428	0	0	0			
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	87	69	174	92	92	222	135	135	48	43	43			
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	11 865	11 539	12 583	13 461	13 461	12 584	13 461	13 461	1	0	0			
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	1			
Opérations commerciales des domaines	4	8	16	15	15	26	15	15	10	0	0			
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	8	7	7	7	6	6	0	0	0			
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Soutien financier au commerce extérieur	0	17	105	117	117	206	228	228	101	112	112			
Comptes d'opérations monétaires	36	34	429	287	287	395	587	587	-34	300	300			
Emission des monnaies métalliques	8	6	47	60	60	14	15	15	-33	-45	-45			
Opérations avec le Fonds Monétaire International	28	27	382	226	226	380	572	572	-2	346	346			
Pertes et bénéfices de change	0	1	0	0	0	1	0	0	1	0	0			
TOTAL COMPTES SPECIAUX	27 391	24 470	75 001	74 345	76 200	60 865	62 382	54 089	-14 136	-11 963	-22 111			
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	27 363	24 443	74 619	74 119	75 974	60 485	61 810	53 517	-14 134	-12 309	-22 457			

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2021

⁽²⁾ Suppression en LFI 2020 à compter de 2021



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2021
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		193	-29	165
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	513	71	584
		Total organismes à caractère financier	717	41	758
	CEPL	Régions	4 531	-503	4 029
		Départements	8 247	-204	8 043
		Communes	26 806	-2 067	24 740
		HLM	137	-81	56
		Autres	27 904	455	28 359
		Total CEPL	67 626	-2 400	65 226
		Etablissements publics de santé	7 642	-411	7 231
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	29 216	-10 933	18 282
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	16 351	437	16 788
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	4 284	1 160	5 444
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 726	-363	1 363
		Total établissements publics nationaux	51 577	-9 700	41 877
		Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	15 224	-5 584	9 640
		Union européenne	2 145	-569	1 576
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	58	-1	57
GIP		964	88	1 052	
EPLÉ		2 510	1 415	3 925	
Autres correspondants		7 684	95	7 779	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	48	-48	0	
	Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	11 263	1 550	12 813	
	Total Dépôts de fonds du Trésor	156 195	-17 074	139 121	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	35	5	39	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	35	5	39	
	Total Passif (A)	156 230	-17 069	139 161	
	Créances résultant des placements des deniers pupillaires	0	0	0	
	Découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Total Actif (B)	0	0	0	
	SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)	156 229	-17 069	139 160	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2020	Flux nets de l'année	Solde à fin avril 2021
Titres négociables (A)	2 000 986	49 270	2 050 256
Titres négociables à moyen et long terme	1 839 378	50 227	1 889 605
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 839 378	50 227	1 889 605
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 619 368	49 767	1 669 135
- <i>taux variable</i>	199 932	742	200 674
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	161 608	-957	160 651
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	161 608	-957	160 651
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	29 208	-210	28 998
TOTAL (A+B+C)	2 030 194	49 060	2 079 254



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2020 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2020 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2021.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrevements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat: ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.